



Le parti écologiste allemand Bündnis 90/ Die Grünen et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire

Recherches & Documents

N°6/2020

Gaëlle Winter

Chercheuse associée, Fondation pour la recherche stratégique

Juillet 2020

SOMMAIRE

LE PARTI ECOLOGISTE ALLEMAND BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN ET LA POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE : LA PONDERATION EN LIGNE DE MIRE.....	1
INTRODUCTION	1
1. LA PROGRESSIVE PERTE DE CENTRALITE DES ENJEUX DE SECURITE ET DE DEFENSE	4
1.1. Le pacifisme, un axiome constitutif du parti (1979-1983)	4
1.2. La surenchère comme réponse aux querelles de courant et à la difficulté de faire face à une nouvelle donne stratégique (1984-1994)	5
1.3. L'affaiblissement des enjeux de sécurité et de défense (1994 à aujourd'hui)	6
2. UNE VISION ACTUELLE ENTRE POURSUITE DE LA DERADICALISATION ET AMBIGUÏTE	7
2.1. L'empreinte de la sécurité humaine	7
2.2. L'acceptation conditionnée du militaire.....	10
2.3. La part paradoxale.....	13
3. LES RESSORTS DE LA PONDERATION.....	16
3.1. Incarner un nouveau centre politique	16
3.2. Maîtriser les rouages partisans	20
CONCLUSION.....	22

Le parti écologiste allemand Bündnis 90/Die Grünen et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire

Introduction

► La marque partisane sur la politique de sécurité et de défense allemande

Devant les étudiants de l'université de la Bundeswehr de Munich le 7 novembre 2019, la ministre allemande de la Défense et présidente, sur le départ, de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Annegret Kramp-Karrenbauer, insistait sur la fonction directrice des intérêts nationaux dans la formulation et l'exécution des missions de l'armée. Elle laissait ainsi penser qu'il existait un large consensus national quant à la définition même des intérêts à défendre et qu'une telle orientation nécessitait des actions avant tout d'ordre technique. Au final, l'impression était donnée que le sujet était, d'un point de vue partisan, neutre. Pourtant, l'intervention de la ministre a déclenché un flot de réactions négatives chez le partenaire de la coalition social-démocrate (SPD) et l'opposition parlementaire. Elle n'a pas non plus abouti à des ajustements de l'action politique.

Ce cas, qui présente beaucoup d'analogies avec d'autres dossiers anciens (engagements militaires en Afghanistan et Irak) ou actuels (relance des crédits de défense, renouvellement des avions Tornados, crise syrienne), exemplifie deux constats plus généraux. D'une part, la conclusion d'accords de coalition fixant les orientations gouvernementales et la pratique de négociations permanentes pour assurer l'exécution de ce même contrat ne permettent pas de se prémunir des divergences entre partis de gouvernement, qu'elles soient motivées par la compétition politique ou l'idéologie. Précisons que, si l'intensité des dissensions en matière de sécurité et de défense n'a jamais été suffisante pour faire éclater une coalition en Allemagne, leurs effets restent aléatoires, allant de l'adoption d'un compromis acceptable pour tous à la neutralisation de la prise de décision, en passant par de multiples revirements de la position nationale. D'autre part, les sujets de défense continuent de susciter des débats interpartisans. Sur le temps long, nous pouvons même observer que la confrontation de différentes visions est susceptible d'entraîner, en cas d'alternance politique, des variations. Les expériences passées montrent que les fluctuations de coloration politique des coalitions n'ont pas provoqué de réorientations politiques fondamentales, mais qu'elles ont pu donner à certains enjeux de l'action publique des connotations différentes tels que la politique d'exportation d'armes, les choix budgétaires, ou les conditions d'emploi de la force militaire.

► **Prendre en compte les partis politiques en général et le parti écologiste Bündnis 90/Die Grünen en particulier**

Dès lors, le piège serait d'évacuer la question partisane de l'étude des interactions entre acteurs politiques et politique de défense et de sécurité allemande. Bien sûr, les partis ne font pas partie, à proprement parler, du noyau décisionnel allemand. Mais ils sont la principale instance de sélection des personnes destinées à exercer des fonctions politiques (parlementaires comme ministérielles). De plus, ils développent des concepts et programmes politiques, à tout le moins dans l'optique de la compétition électorale et, de ce fait, contribuent au débat public. Rappelons aussi leur implication, principalement informelle¹, dans les travaux des groupes parlementaires du Bundestag² et, en cas de succès électoral, dans les négociations de formation de coalition gouvernementale et de coordination de la politique gouvernementale. Au fond, les partis ont la faculté d'agir en contributeur de la formulation des politiques publiques, ainsi qu'en vecteur de légitimation ou, inversement, de délégitimation de la politique gouvernementale.

Dans cette perspective, plusieurs voies d'analyse s'offrent à nous³. L'une d'entre elles consiste à s'intéresser à la vie des partis politiques eux-mêmes. La présente étude entend y contribuer en se focalisant sur le positionnement actuel de la formation écologiste Bündnis 90/Die Grünen en matière de sécurité et de défense. Le choix de ce parti n'est pas arbitraire. Il est dicté par le contexte politique actuel. Alors que les partis dits de rassemblement populaire SPD et Union (CDU et son alliée bavaroise CSU) ou le parti libéral FDP apparaissent affaiblis sur le plan idéal et/ou personnel, Bündnis 90/Die Grünen poursuit un cours ascensionnel, tout en se déplaçant vers le centre de l'échiquier. Au plan régional, la formation écologiste s'est progressivement imposée dans 11 des 16 exécutifs de Länder. Son influence s'est aussi accrue au Parlement européen⁴.

À l'échelle fédérale, beaucoup reste à faire. Le parti ne représente aujourd'hui que la plus petite force d'opposition : il dispose, en stricts termes numériques, du plus faible groupe parlementaire à la chambre basse, soit 67 élus sur un total de 709. Toutefois, dans la perspective du renouvellement du Bundestag qui interviendra au plus tard à l'automne 2021, il figure, selon les sondages d'opinion, entre l'Union et le SPD. Il serait donc en bonne place pour revenir au gouvernement fédéral. Il pourrait alors être partenaire mineur d'une coalition bi- ou multipartis – comme entre 1998 et 2005 sous le chancelier Gerhard Schröder ou ainsi qu'envisagé en 2017 dans un attelage fédéral inédit conservateur-libéral-écologiste –, voire s'imposer en tant que force dirigeante d'une coalition. Dans un cas de figure comme dans l'autre, Bündnis 90/Die Grünen serait qualifié pour occuper un des postes du gouver-

¹ Selon l'article 38 de la *Loi fondamentale*, les parlementaires « sont les représentants de l'ensemble du peuple, ne sont liés ni par des mandats ni par des instructions et ne sont soumis qu'à leur conscience. ». Ils sont d'autant plus indépendants des instances de leur parti qu'ils jouissent d'une autonomie financière, garantie par l'article 50 de la loi relative aux parlementaires (*Abgeordnetengesetz*).

² Pour mémoire, le Bundestag est un organe co-décisionnaire en matière d'envoi de la Bundeswehr en opérations extérieures et de budget fédéral. Sur la base de cette dernière prérogative, sa commission du Budget s'est imposée, en 1981, à la faveur d'une forte rancœur parlementaire contre la politique d'acquisition du ministère de la Défense, comme l'acteur décisif dans les choix d'équipements militaires majeurs (ceux d'un montant supérieur à 25 millions d'euros).

³ Bastien Irondelle, *La politique de défense est-elle apolitique ?*, Sciences Po, CERI, 2007.

⁴ En une décennie, le nombre d'élus du parti a progressé, atteignant, depuis les élections de mai 2019, les 21 représentants contre 14 en 2009. À titre de comparaison, la CDU-CSU envoie 29 ; le SPD 16.

nement intervenant dans la prise de décision en matière d'affaires étrangères et de sécurité (Chancellerie fédérale, Affaires étrangères, Défense, et/ou Développement). Il pourrait également peser davantage au Parlement.

► Objectifs de l'étude

Un tel prisme d'observation n'est pas au service d'une ambition prédictive. Il ne vise pas à quantifier l'impact, passé⁵, actuel et encore moins anticipé, de Bündnis 90/Die Grünen sur la politique de sécurité et de défense allemande, mais à mettre en lumière l'un de ses potentiels déterminants futurs. Il doit, en effet, permettre d'appréhender la trajectoire d'un acteur susceptible de jouer à moyen terme un rôle majeur dans le domaine militaire. Saisir comment un parti se positionne de manière générale, ou, en l'occurrence, dans une politique publique précise implique de s'interroger sur l'évolution de son identité idéologique et de sa stratégie, les rapports de force internes et ses interactions avec le reste du système domestique.

Trois questionnements nous animent : quelle vision politique, entendue comme la somme de l'idéologie, des valeurs et des comportements politiques, développe le parti, facilement étiqueté pacifiste, sur les sujets Défense ? Comment s'élabore cette vision ? Quels en sont les ressorts ? De manière sous-jacente, pointe la question de savoir comment le parti prépare à la fois un succès électoral et l'exercice du pouvoir dans un domaine qui a donné lieu à des tensions intrapartisanes sévères à différents moments de l'histoire du parti.

► Point méthodologique et plan

Dans ce cadre, le premier matériau utilisé a été les ressources discursives et programmatiques, faciles d'accès avec la mise en ligne des nombreux documents sur les sites du parti, des élus, de la Fondation Heinrich Böll et du Bundestag.

Un parti n'étant pas une réalité désincarnée et s'envisageant avant tout comme une relation sociale, il est rapidement apparu essentiel de s'intéresser aux femmes et aux hommes qui œuvrent dans et pour le parti. Une dizaine d'entretiens semi-directifs, dont les résultats ont été rendus anonymes, ont pu être conduits entre janvier et mars 2020 avec des acteurs du processus décisionnel du parti. La sélection des personnes interrogées a été motivée par le souci de recueillir différentes perspectives. Ainsi, nos interlocuteurs sont ou ont été, au cours de la dernière décennie, parlementaires, collaborateurs du groupe parlementaire au Bundestag, de parlementaires et de la direction fédérale, ou « simples » adhérents ayant choisi de s'investir dans les travaux sur les thématiques de sécurité à l'échelles régionale ou fédérale. Nous nous sommes aussi attachés à trouver un équilibre entre représentants des deux grands courants du parti pour ne pas fausser l'analyse.

Notre réflexion a également été alimentée par l'analyse des partis politiques. À cet égard, les travaux portant sur le paysage politique allemand ainsi que sur l'organisation de Bündnis 90/Die Grünen, son idéologie ou sa base électorale ont été particulièrement éclairants.

⁵ Cet aspect a déjà été traité dans, entre autres : Juliet Kaarbo, Jeffrey S. Lantis, « The 'Greening' of German Foreign Policy in the Iraq Case: Conditions of Junior Party Influence in Governing Coalitions », *Acta Politica*, September 2003, 38: 201-230.

Le présent travail se structure autour de trois parties. La première retrace la perte de centralité des enjeux de sécurité et de défense dans le socle idéologique du parti. La seconde insiste sur la vision actuellement défendue en matière de politique de sécurité et de défense, dont les déterminants seront évoqués en dernière partie.

1. La progressive perte de centralité des enjeux de sécurité et de défense

Appréhender la vision politique actuelle des enjeux de sécurité et de défense au sein d'un parti comme Bündnis 90/Die Grünen, c'est d'abord s'interroger sur la place que ceux-ci prennent. La question n'est pas anodine et impose quelques retours dans le passé⁶ pour mesurer l'ampleur de l'évolution.

1.1. Le pacifisme, un axiome constitutif du parti (1979-1983)

La formation, baptisée jusqu'à la Réunification « Die Grünen », s'est constituée au tournant de la décennie 1970 autour de mouvements citoyens écologistes et anti-centrales nucléaires. Ces derniers, plutôt conservateurs, sont progressivement rejoints par des féministes, des groupes issus de la gauche extra-parlementaire ainsi que des dissidents du SPD et du FDP. Ce rapprochement de forces idéologiques pour le moins hétérogènes a bénéficié de trois dynamiques : la scène écologiste souhaite se rassembler ; avec l'essoufflement des modèles révolutionnaires léninistes et maoïstes, la gauche alternative est en recherche d'un nouvel espace d'expression ; la politique sociale-libérale conduite par le chancelier Helmut Schmidt (1974-1982) suscite une vague de frustration. Le point de cristallisation aura été, sans conteste, l'adoption de la « double décision » de l'OTAN sur les forces nucléaires de théâtre (décembre 1979). Cette dernière réunit les opposants au nucléaire civil comme militaire, les héritiers d'une tradition démocratique pacifiste allemande et les tenants plus radicaux d'une neutralité et d'un rejet de la logique des blocs. Ainsi était créé le parti « Die Grünen » les 12 et 13 janvier 1980.

Le pacifisme s'impose comme une des valeurs cardinales du parti. Il est intégré dans les principes fondamentaux dès le premier programme fédéral (1980), qui présente la politique verte comme « *écologique, sociale, fondée sur la démocratie de base et libre de violence* »⁷. Ce dernier qualificatif, s'il peut être compris, dans le contexte des attentats de la Fraction Armée Rouge, comme un rejet du mode d'action terroriste, est aussi une manière de manifester une aversion pour l'action militaire et une adhésion à une politique de paix active. Cette valeur est déclinée en revendications, qui participent de la stratégie de différenciation

⁶ Pour retracer le fil de l'histoire, nous nous sommes appuyés sur les programmes du parti, tous disponibles sur le site de la Fondation Heinrich-Böll, ainsi que sur trois monographies : Andreas Pettenkofer, *Die Entstehung der grünen Politik. Kultursoziologie der westdeutschen Umweltbewegung*, Campus Verlag, 2014 ; Ludger Volmer, *Die Grünen und die Außenpolitik – ein schwieriges Verhältnis*, Westfälisches Dampfboot, 1998 ; Steffen Schmuck-Soldan, *Der Pazifismus bei Bündnis 90/Die Grünen – Entwicklung und Stellenwert einer außenpolitischen Ideologie 1990-2000*, thèse de doctorat, université Humboldt de Berlin, 2004.

⁷ Traduit par l'auteur. « ökologisch, sozial, basisdemokratisch und gewaltfrei ». Notons que les adjectifs figuraient déjà dans le programme du rassemblement « Die Grünen » pour les élections européennes de 1979.

politique d'avec tous les autres partis établis d'alors et qui s'affichent en tête des programmes électoraux : opposition au stationnement de missiles en Europe ; rééquilibrage entre les relations Est-Ouest et Nord-Sud ; dépassement des représentations antagonistes ; refus des catégories de pensée telles qu'équilibre des forces, zones d'influence ou dissuasion ; désarmement unilatéral pour amorcer un processus multilatéral ; rejet de la stratégie nucléaire ; renforcement des Nations Unies.

1.2. La surenchère comme réponse aux querelles de courant et à la difficulté de faire face à une nouvelle donne stratégique (1984-1994)

Au milieu de la décennie 1980, le parti, qui a fait son entrée dans plusieurs parlements régionaux (Bade-Wurtemberg, Hambourg et Hesse) et au Bundestag, se voit confronter à un dilemme : s'allier aux partis établis pour gouverner ou s'enfermer, tel le « parti anti-parti » (« Antipartei-Partei ») rêvé par certains⁸, dans une idéologie et des comportements protestataires. Dans ce contexte, de facteur d'intégration, le pacifisme devient une thématique profondément corrosive et un enjeu de luttes d'influence. S'il demeure un marqueur identitaire important, il se trouve capté par les différents courants du parti qui se sont organisés (schématiquement, les « fondamentalistes », dits « Fundis », et les « réalistes », autrement appelés « Realos » issus principalement du mouvement « Sponti »). Il en découle non seulement une survalorisation des questions de politique internationale, mais également une radicalisation des positions.

D'un côté, les éléments les plus contestataires du parti, mieux représentés dans les instances dirigeantes fédérales, investissent la rédaction des programmes et transforment le discours initialement axé sur le pacifisme nucléaire en une critique tous azimuts du fait militaire, qui atteint certainement son paroxysme avec le rejet de l'OTAN et de la Bundeswehr. De l'autre, les tenants d'une ligne réaliste cherchent à tempérer et manifestent leur ralliement à des positions plus conventionnelles de la politique étrangère et de sécurité allemande, comme l'« ancrage occidental » (« *Westbindung* »). Ainsi se rapprochent-ils des sociaux-démocrates où les motifs pacifistes reprennent de la vigueur depuis les bancs de l'opposition.

La Réunification semble laisser le parti écologiste dans le désarroi. La phase qui s'est ensuivie montre à quel point « Die Grünen », désormais associé aux groupes citoyens d'Allemagne de l'Est de la plateforme « Bündnis 90 », peine à faire face à la nouvelle donne. La Chute du Mur et la fin de l'ordre bipolaire donnent lieu à de virulents débats internes, mais ne modifient pas, dans un premier temps, fondamentalement la posture publique du parti. Ainsi, le programme de 1990 fait-il du désarmement et de la fin des blocs militaires en Europe la deuxième de ses priorités, après l'écologie. Le discours ne convainc pas : le parti n'enverra aucun député à la première législature de l'Allemagne réunifiée.

⁸ Cette formule de Petra Kelly, qui a longtemps été utilisée pour qualifier « Die Grünen », n'a, en réalité, jamais fait consensus.

1.3. L'affaiblissement des enjeux de sécurité et de défense (1994 à aujourd'hui)

Face au spectre d'une disparition du paysage politique, le parti entre dans une période d'intégration et de reconstruction qui provoque le départ des personnalités les plus radicales. Les lignes commencent à bouger. Dès le programme fédéral de 1994, l'« écologisation » du système économique et social devient centrale, reléguant les questions de sécurité et de défense dans le bas de la hiérarchie des préoccupations. La persistance des controverses sur la pertinence de maintenir un discours pacifiste outrancier qui apparaît en interne, de plus en plus, utopique dans le contexte des conflits balkaniques favorise ce mouvement.

Il est vrai, la participation au gouvernement fédéral du social-démocrate Gerhard Schröder (1998-2005)⁹ met le parti en demeure de préciser sa position quant à l'usage de la force militaire lors du déclenchement des frappes aériennes sur la Serbie. Le sujet acquiert momentanément une nouvelle dimension spectaculaire avec la convocation d'un congrès extraordinaire (mai 1999, Bielefeld) qui se tient dans une ambiance très chahutée et initiera une deuxième vague de départ de militants. La question resurgit en 2007 au congrès de Göttingen, convoqué lui aussi de manière extraordinaire pour se prononcer sur le déploiement militaire en Afghanistan. À cette occasion, les délégués, représentant la base militante, signifient leur désapprobation à une prolongation de la participation allemande à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), pourtant plaidée par la direction du parti, et votent majoritairement pour un retrait rapide du sol afghan.

Mais, passé ces deux « coups de projecteur » douloureux, la politique de sécurité et de défense s'efface progressivement du socle idéologique de Bündnis 90/Die Grünen : elle est un terrain où l'on peut, au-delà de la guerre au Kosovo, continuer d'afficher une différence, elle devient cependant un enjeu subsidiaire. La notion pacifiste n'est, d'ailleurs, actuellement plus revendiquée dans les principes fondamentaux de Bündnis 90/Die Grünen ; le combat se joue, désormais, avant tout sur l'écologie, le social, la démocratie et l'Europe¹⁰, épousant, en définitive, en grande partie les termes de la compétition politique donnés par les partis établis depuis 1949.

⁹ Joschka Fischer, par ailleurs représentant de l'aile réaliste, occupait les postes de Vice-Chancelier et de Ministre des Affaires étrangères.

¹⁰ Bündnis 90/Die Grünen, « Wofür wir kämpfen » – <https://www.gruene.de/programm> (consulté le 12 mars 2020).

2. Une vision actuelle entre poursuite de la déradicalisation et ambiguïté

Affaiblissement des enjeux de sécurité et de défense ne vaut, toutefois, pas désengagement. Pour tracer les contours actuels de la vision politique, revenons sur le cadre conceptuel qui anime Bündnis 90/Die Grünen. Deux pôles s'en dégagent aujourd'hui : la force du paradigme de la sécurité humaine dans la quête de paix et un rapport moins polémique au facteur militaire. La coexistence de ces deux pôles n'est pas sans causer de paradoxes.

2.1. L'empreinte de la sécurité humaine

C'est encore essentiellement le paradigme de la sécurité humaine qui nourrit la matrice de la pensée stratégique de Bündnis 90/Die Grünen. Le bureau fédéral du parti le martelait dans sa résolution du 6 avril 2018 destinée à lancer les travaux d'un nouveau programme fondamental (« *Grundsatzprogramm* »)¹¹, et les militants et élus interrogés pour cette étude l'ont systématiquement évoqué : la protection des individus représente la clé de voûte du projet de paix durable de la formation écologiste. Cette dernière fait, en conséquence, sienne une vision élargie des menaces et vulnérabilités. Elle se montre particulièrement préoccupée des conséquences humaines des rivalités de puissance et des conflits, des violences politiques, des turbulences et injustices économiques, ainsi que du changement climatique.

Ainsi, rechercher la paix et la sécurité, c'est, d'abord, accorder la primauté à la prévention civile des crises et donc à l'élimination des causes structurelles des conflits. Si cette revendication ne peut plus être considérée comme la marque d'un « contre-discours » tant l'idée d'une diplomatie préventive a été reprise et intégrée par les institutions de sécurité, elle fait l'objet d'un effort toujours intense de la part de Bündnis 90/Die Grünen. Cette concentration n'est pas limitée aux périodes électorales, elle mobilise les élus tout au long des législatures. Chaque rapport ayant trait aux questions sécuritaires, chaque nouvelle crise internationale, chaque bilan de mission de maintien de la paix est saisi comme une opportunité de maintenir le sujet à l'agenda politique national et européen. On clame l'avantage des stratégies de prévention, on rappelle les engagements pris en 2004 sous la forme d'un plan d'action spécifique¹² et la nécessité de les respecter sur le long terme. Pour se faire entendre au Bundestag, une vaste gamme d'instruments est mobilisée, allant de la simple mention dans les débats à l'animation de discussions spécifiques dans une sous-commission dédiée¹³, créée en 2009 à l'initiative des élus verts, en passant par l'introduction de résolutions ou de questions au gouvernement évoquant le sujet. Entre 1999 et fin 2019, ce dernier volet a représenté près de 15 % de la production écrite du groupe parlementaire Bündnis 90/Die Grünen.

Une telle dynamique s'observe également au Parlement européen où l'approche préventive est défendue pied à pied au rythme du calendrier institutionnel. L'examen annuel du Rapport sur la mise en œuvre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) est,

¹¹ Bündnis 90/Die Grünen, *Neue Zeiten. Neue Antworten, Beschluss des Bundesvorstands*, 6 avril 2018.

¹² Aktionsplan Zivile Krisenprävention, Konfliktlösung und Friedenskonsolidierung.

¹³ Unterausschuss Zivile Krisenprävention, Konfliktbearbeitung und vernetztes Handeln.

pour les écologistes élus en Allemagne, l'occasion non seulement d'insister sur l'importance de la dimension civile de cette politique européenne, mais aussi de réclamer un investissement renforcé dans la prévention des conflits. En dépit du renouvellement des eurodéputés, il existe, sur la durée, une continuité dans la formulation des amendements au rapport¹⁴. Les négociations autour de l'Instrument contribuant à la Paix et la Stabilité (IcSP, 2014-2020) fournissent une autre illustration de la pugnacité des représentants écologistes allemands à Bruxelles et Strasbourg : en 2013, ceux-ci, par le biais de Reinhard Bütikofer qui était le rapporteur du Parlement européen sur la question, se sont engagés en faveur d'un doublement des fonds alloués à la prévention¹⁵. Le soutien aux acteurs militaires ne rentrait pas dans cette compréhension, c'était tout le sens de l'opposition à l'introduction du renforcement des capacités pour la sécurité et le développement (CBSD) lors de la révision du mécanisme en 2016-2017¹⁶.

Favoriser la paix et la sécurité, c'est aussi, pour Bündnis 90/Die Grünen, mieux exploiter les voies de la sécurité commune. Le renforcement du multilatéralisme revêt ici une importance capitale. Partant du principe que l'objet de la sécurité est avant tout les hommes et que les problèmes de sécurité transcendent les souverainetés nationales, les organisations internationales et régionales sont désignées comme le cadre privilégié d'action. Deux d'entre elles recueillent les faveurs des écologistes : les Nations Unies (ONU) et l'Union européenne (UE), qui a fini par supplanter, dans la rhétorique, l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE). Si la première doit être mieux en mesure de défendre le principe de « Responsabilité de protéger » grâce à un renforcement de ses moyens et l'adoption d'une gouvernance plus égalitaire, l'ambition est de faire de la seconde un acteur mondial de la protection du climat, des droits de l'Homme et d'une révolution numérique équitablement régulée¹⁷. Les rapports de puissance qui se jouent au sein des organisations entre les États ne sont pas ignorés, ils sont avant tout vus comme des obstacles à un multilatéralisme efficace.

Deux sources de crises sont mises en exergue dans le discours vert : les violations des droits de l'Homme, mais aussi les armes, qui sont principalement envisagées dans leur potentiel de détérioration de la sécurité européenne et internationale. Ce postulat conduit à faire des stratégies de non-prolifération le deuxième axe structurant de leurs propositions. Le refus du nucléaire ne se dément pas, *a fortiori* dans un contexte de modernisation des arsenaux et d'affaiblissement des régimes de maîtrise des armements. Pourtant, force est de reconnaître que le spectre des revendications écologistes dans le domaine est aujourd'hui réduit. Il n'insiste réellement que sur l'établissement d'une norme juridique internationale d'interdiction des armes nucléaires, le retrait des armes nucléaires américaines stationnées en Allemagne et le soutien verbal aux négociations bilatérales et multilatérales de maîtrise des armements. Les modalités de mise en œuvre sont rarement précises dans les documents collectifs, à l'exception sans doute des prises de position du groupe de travail, *Bundesar-*

¹⁴ Ex.: Parlement européen, « Amendment 3 Reinhard Bütikofer, Franziska Katharina Brantner on behalf of the Verts/ALE Group », A7-0026/3, 3 mars 2010.

Parlement européen, « Amendments 1 – 326. Draft report Arnaud Danjean (PE641.445v02-00) Implementation of the common security and defence policy – annual report 2018 (2019/2135(INI)) », 12 novembre 2019.

¹⁵ Cf. Procédure 2011/0413(COD) du Parlement européen.

¹⁶ Die Grünen / EFA im Europäischen Parlament, « EU-Konfliktprävention. Umschichtung in militärische Projekte inakzeptabel », communiqué de presse, 5 juillet 2016.

¹⁷ Bündnis 90/Die Grünen, *Veränderung im Zuversicht. Zwischenbericht zum Grundsatzprogramm für den Konvent am 29./30. März 2019*, mars 2019, pp. 33-34.

*beitsgemeinschaft Frieden und Internationales (BAG Frieden und Internationales)*¹⁸ dont certains membres militent par ailleurs pour le mouvement *International Campaign to Abolish Nuclear weapons (ICAN)*. Cette stylisation des propositions en affaiblit sensiblement la charge de provocation, déjà altérée par l'adoption de positions « abolitionnistes » de la part d'autres acteurs partisans (SPD, Die Linke). Dans ce même esprit, on relèvera la réponse confidentielle de Bündnis 90/Die Grünen à la proposition de Rolf Mützenich, chef du groupe parlementaire social-démocrate, de mettre fin à la participation allemande au partage nucléaire de l'OTAN¹⁹ : la réaction s'est essentiellement cantonnée à une interview d'Agnieszka Brugger, présidente-adjointe du groupe parlementaire écologiste et membre du comité de coordination des ailes gauches du parti (*Grün.Links.Denken*), dans le quotidien de gauche alternative *TAZ*²⁰ et à une motion parlementaire allant dans le sens du SPD²¹. La problématique ne figure en revanche pas dans le projet de programme fondamental²².

Parallèlement, agitant la crainte d'une course mondiale aux armements et d'usages militaires contraires au droit international, en particulier humanitaire, Bündnis 90/Die Grünen se place à l'avant-garde de la non-acquisition de drones armés par la Bundeswehr et de l'interdiction des armes létales autonomes, assimilées dans les communiqués aux « robots tueurs », à l'instar de la campagne internationale « *Stop Killer Robots* » de Human Rights Watch. Cette dernière cause est portée à différents échelons, tant par les élus au Bundestag²³ que par les eurodéputés²⁴ ou le mouvement jeune du parti²⁵. Dans la même veine, l'objectif d'une limitation du commerce des armes et des dépenses militaires conserve tout son attrait au sein du parti. S'agissant plus spécifiquement du contrôle des exportations d'armement, les revendications affichent une certaine stabilité. Elles appellent à proscrire les transactions avec des dictatures ou des pays se situant dans des régions en conflit. En la matière, deux niveaux d'action sont à distinguer. Sur un plan national, après avoir été au tournant des années 2000 les artisans du renforcement des « Principes politiques du gouvernement fédéral applicables aux exportations d'armes de guerre et d'autres biens d'armement » (2000), les écologistes plaident pour une plus grande transparence dans le

¹⁸ Bundesarbeitsgemeinschaft Frieden und Internationales, « Nukleare Abrüstung – JETZT », Antrag der BAG Frieden & Internationales für die Bundesdelegiertenkonferenz, 14 septembre 2019.

¹⁹ Rolf Mützenich, « Plädoyer für eine notwendige und ehrliche sicherheitspolitische Debatte », *IPG-Journal.de*, 7 mai 2020.

²⁰ Daniel Godeck, « Wie aus dem Kalten Krieg », *TAZ*, 5 mai 2020.

²¹ Deutscher Bundestag, *Nukleare Teilhabe – Atomwaffen aus Deutschland abziehen (Antrag)*, Drucksache 19/20065, 16 juin 2020.

²² Bündnis 90/Die Grünen, « *zu achten und zu schützen* ». *Veränderung schafft Halt. Grundsatzprogramm-wurf*, 26 juin 2020.

²³ Deutscher Bundestag, *Für einen VN-Verbotsvertrag – Völkerrechtliche Ächtung autonomer Waffensysteme unterstützen (Antrag)*, Drucksache 19/10637, 5 juin 2019.

²⁴ Parlement européen, « Proposition de résolution déposée à la suite d'une déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité déposée conformément à l'article 123, paragraphe 2, du règlement intérieur sur les systèmes d'armes autonomes (2018/2752(RSP)), Reinhard Bütikofer, Bodil Valero, Max Andersson, Barbara Lochbihler, Monika Vana, Philippe Lamberts au nom du groupe Verts/ALE », B8-0308/2018, 5 septembre 2018.

²⁵ Grüne Jugend, « Stop killer robots. Autonome Waffensysteme verhindern und weltweit ächten » – <https://gruene-jugend.de/stop-killer-robots-autonome-waffensysteme-verhindern-und-weltweit-aechten/> (consulté le 13 mars 2020).

processus décisionnel²⁶ et une mise en œuvre élargie du contrôle de l'utilisation finale des armes (« *Endverbleib-Kontrolle* »)²⁷. Mais surtout, ils revendiquent, par la voix de la députée Katja Keul, l'adoption d'une loi dédiée qui permettrait d'inscrire les exportations d'armement dans un cadre exclusivement restrictif et de rendre les règles plus contraignantes (« *Rüstungsexportkontrollgesetz* »)²⁸. Au Parlement européen, les élus de Bündnis 90/Die Grünen, en particulier Hannah Neumann²⁹, défendent également l'instauration d'un « mécanisme de surveillance et de contrôle » du respect des critères définis dans la Position commune définissant les règles de contrôles pour l'exportation d'équipements et de technologies militaires (2008). Une européanisation du contrôle export est désormais invoquée comme la conséquence logique de l'européanisation de la production³⁰. Cette proposition traduit, en tout premier lieu, la peur de voir les industriels allemands contourner les règles nationales par la coopération d'armement ; peur que l'accord franco-allemand du 23 octobre 2019 relatif au contrôle des exportations en matière de défense, vu comme un affaiblissement du régime national actuel, a renforcée³¹.

2.2. L'acceptation conditionnée du militaire

Néanmoins, cette conception de la paix est toujours moins exclusive d'une acceptation de l'armée. Parfois associé dans l'imaginaire collectif à Die Linke en matière de politique de défense et de sécurité internationale, Bündnis 90/Die Grünen a pourtant choisi un tout autre chemin que le parti d'extrême-gauche, pour se rapprocher *in fine* des partis classiques de gouvernement (CDU/CSU, SPD et FDP). On peut bien sûr encore trouver sporadiquement auprès de la base militante des promoteurs du concept de « défense sociale » (« *Soziale Verteidigung* ») en référence aux propositions de Petra Kelly. Il est vrai aussi que le champ lexical de la défense reste, pour de nombreux militants, difficile à mobiliser sous un angle autre que celui de la protestation et que l'existence d'une politique de défense³² est péniblement revendiquée. Mais on s'aperçoit aisément que le principe d'une politique de sécurité non-militaire n'est plus publiquement défendu par les représentants du parti. La question de fond qui travaille l'élaboration de la ligne officielle n'est pas de savoir si l'armée est acceptable, mais de déterminer dans quelles circonstances elle l'est. Trois exigences vertes sont à distinguer.

²⁶ En 2014, les députés Katja Keul, Claudia Roth et Hans-Christian Ströbele avaient d'ailleurs saisi la Cour constitutionnelle fédérale pour réclamer un droit d'information des parlementaires. Cf. Bundesverfassungsgericht, Urteil des Zweiten Senats vom 21. Oktober 2014, 2 BvE 5/11 –, Rn. 1-232, 21 octobre 2014.

²⁷ La procédure, décidée en 2015 et inspirée du modèle suisse, est encore en phase pilote et limitée aux armes de petit calibre, pistolets et fusils d'assaut dans les « États tiers ».

²⁸ NB : à la différence de Greenpeace Deutschland, Bündnis 90/Die Grünen ne diffuse pas publiquement de projet de loi.

²⁹ Actuelle rapporteure sur la mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC.

³⁰ Parlement européen, *Projet de rapport sur les exportations d'armements : mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC, 2020/2003(INI)*, 1^{er} avril 2020 ; Alexandra Brzozowski, « SEDE rapporteur: EU badly needs common rules, transparency in arms export », *Euractiv*, 29 mai 2020.

³¹ Entretien du 31 janvier 2020.

³² Les paragraphes Défense des programmes électoraux sont à rechercher dans la partie placée sous le sceau de la paix, des droits de l'Homme, de la liberté et de la justice mondiale.

La première exigence porte sur la direction éthique des forces armées. L’ancrage de l’institution militaire dans le régime démocratique contemporain allemand est une préoccupation récurrente. Elle est l’expression d’une crainte de la montée d’un patriotisme anti-constitutionnel dans les rangs de la société comme de l’armée et, de manière plus latente, de la peur d’une résurgence d’un militarisme allemand. Ainsi, l’enjeu actuel n’est pas uniquement de défendre la soumission de la Bundeswehr au contrôle parlementaire ou de réaffirmer la pertinence des principes fondateurs de la Bundeswehr³³, tels que celui de l’« *Innere Führung* »³⁴, mais aussi de réclamer, au gouvernement fédéral, des actes pour lutter contre l’extrême-droite³⁵.

La seconde exigence porte sur des aspects gestionnaires. Si une articulation claire des missions à assigner à l’outil militaire fait défaut, Bündnis 90/Die Grünen a fait sienne deux problématiques récurrentes de la politique de défense allemande : l’état d’équipement des forces et le manque d’attractivité du métier militaire. Dans cette perspective, la performance de la dépense publique est devenue le principal angle d’attaque du parti et de ses élus. Alors que le programme électoral de 2013 mettait encore l’accent sur l’insuffisance de la contribution militaire à l’effort de consolidation budgétaire³⁶, un changement de ton s’est opéré parallèlement à l’amélioration des finances publiques nationales et au discours gouvernemental de remontée en puissance capacitaire de la Bundeswehr en vigueur depuis 2014. La formation écologiste concentre désormais l’essentiel de son propos sur une dénonciation des mauvaises pratiques budgétaires du ministère fédéral de la Défense. Comme souligné dans le programme électoral en vue des législatives de 2017, la mauvaise affectation des ressources résulterait principalement de la satisfaction d’intérêts particuliers et du primat des considérations de politique industrielle sur les principes stratégiques³⁷. En conséquence, les élus du parti, à commencer par Tobias Lindner, membre des commissions de la Défense et du Budget du Bundestag, critiquent régulièrement l’idée d’une augmentation substantielle des crédits militaires – *a fortiori* pour tendre à un objectif de 2% du PIB – et d’une hausse du format de la Bundeswehr au-delà des 180 000 hommes. Ils insistent, au contraire, sur la recherche de qualité, qui passerait par une meilleure priorisation des dépenses, une réforme des procédures d’acquisition ainsi que le renoncement au développement et à l’achat de programmes jugés dépassés³⁸. Dans le viseur du parti se trouve notamment le système de défense anti-aérienne (TLVS – *Taktisches Luftverteidigungssystem*), développé à partir du MEADS (*Medium Extended Air Defense System*) qui suscitait déjà entre 1998-2005 l’ire du parti³⁹.

³³ Bündnis 90/Die Grünen, *Bundestagswahlprogramm 2017. Zukunft wird aus Mut gemacht*, juin 2017, p. 87.

³⁴ NB : l’« *Innere Führung* », littéralement direction intérieure, est le règlement philosophique de la Bundeswehr. Elle définit le soldat allemand comme un « citoyen en uniforme » et place les valeurs de la démocratie et le respect de la dignité humaine au fondement de l’action militaire.

³⁵ Deutscher Bundestag, *Rechtsextremen Netzwerken entschlossen entgegentreten (Antrag)*, Drucksache 19/19041, 16 octobre 2019.

³⁶ Bündnis 90/Die Grünen, *Bundestagswahlprogramm 2013. Zeit für den grünen Wandel*, avril 2013, p. 309.

³⁷ Bündnis 90/Die Grünen, *Bundestagswahlprogramm 2017. Zukunft wird aus Mut gemacht*, juin 2017, p. 87.

³⁸ Deutscher Bundestag, *Stenographischer Bericht. 111. Sitzung*, 11 septembre 2019, pp. 13685-13686.

³⁹ Martin Agüera, *Worum streiten Sie eigentlich? Deutschlands Rüstungspolitik während der rot-grünen Regierungskoalition 1998-2005 an den Beispielen MEADS und A400M*, Peter Lang, 2007.

Les dernières grandes exigences vertes concernent l'usage de la force militaire. Bündnis 90/Die Grünen est parvenu à surmonter son conflit intérieur de valeurs pacifisme/militarisme en s'imposant d'évaluer toute intervention armée au regard de trois critères majeurs. Une opération militaire est, aujourd'hui, considérée légitime lorsque toutes les autres solutions ont été épuisées (« *Ultima ratio* ») et qu'elle est encadrée par un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU). Elle doit également être placée sous le sceau de la protection des droits de l'Homme. Loin d'avoir opéré un retournement ou une normalisation, le parti écologiste allemand s'est, en réalité, engouffré dans une doctrine de la « guerre juste », qui s'enracine dans la difficulté, chez certains, d'endosser tout l'héritage de la politique internationale de Joschka Fischer et notamment de sa décision d'intervenir au Kosovo sans résolution du CSNU⁴⁰. Dans ce contexte, toute référence à des missions de lutte antiterroriste ou de défense d'un intérêt national reste compliquée. Un argumentaire humanitaire pour justifier un déploiement de la Bundeswehr à l'extérieur est toujours plus susceptible d'emporter l'adhésion des parlementaires écologistes⁴¹, ainsi que l'attestent les positions adoptées au cours de la législature actuelle (voir le tableau ci-dessous). Cette ligne rigide et formaliste ne fait cependant plus tout-à-fait l'unanimité : elle est critiquée dans les négociations intrapartisan⁴² ou dans des cercles proches du parti⁴³. La jugeant peu apte à résister à l'épreuve de réalité des crises et du fonctionnement de l'ONU ainsi que susceptible de nuire aux victimes des conflits, des voix réclament davantage de souplesse dans la définition et l'application des prérequis, en particulier face à des missions portées par l'UE⁴⁴.

**Votes du groupe parlementaire Bündnis 90/Die Grünen
 pour les mandats de déploiement de la Bundeswehr en 2020**

Mission	Oui	Non	Abstention	Absence	Position du représentant du groupe parlementaire	Principale justification du représentant du groupe parlementaire
EU NavFor Atalante	20	7	32	8	Favorable	Protection des navires du Programme alimentaire mondial
EU NavFor Med Irini	0	5	53	9	Défavorable	Problématique de la formation et de la coopération avec les garde-côtes libyens
EUTM Mali	0	5	55	7	Défavorable	Absence de stratégie européenne commune. Violation des droits de l'Homme au Tchad
FINUL	61	2	2	2	Favorable	Contribution à la sécurité du Liban et de la région

⁴⁰ Entretien du 31 janvier 2020.

⁴¹ NB : en la matière, il n'existe pas de discipline de groupe parlementaire.

⁴² Entretien du 31 janvier et du 2 février 2020.

⁴³ Sophia Besch, Gerrit Kurtz, Sarah Brockmeier, Tobias Bunde, Robin Schroeder, *Die Zukunft von Auslandseinsätzen*, Heinrich-Böll-Stiftung, Forum Neue Sicherheitspolitik, Impulspapier N°1, avril 2020.

⁴⁴ Entretien du 31 janvier 2020.

Mission	Oui	Non	Abstention	Absence	Position du représentant du groupe parlementaire	Principale justification du représentant du groupe parlementaire
KFOR	60	2	4	1	Favorable	Soutien à une mission disposant d'un mandat ONU et pertinence de la KFOR au regard de la situation sécuritaire
MINUAD	60	1	0	6	Favorable	Soutien aux missions ONU et défense des droits de l'Homme
MINUSMA	50	3	5	9	Favorable	Contribution au processus de paix, au dialogue national et aux initiatives de désarmement/réintégration des milices
MINUSS	61	1	0	5	Favorable	Soutien au processus de paix et défense des populations réfugiées/déplacées
Resolute Support	17	28	12	10	Favorable	Solidarité avec la population afghane et aide à la reconstruction de l'État
Sea Guardian	0	62	0	5	Défavorable	Problématique des droits de l'Homme dans certains pays du bassin méditerranéen

Source : Deutscher Bundestag

2.3. La part paradoxale

Il est, en revanche, des paradoxes que la ligne actuelle ne résout qu'imparfaitement. L'un des désajustements les plus manifestes porte certainement sur les problématiques de l'industrie de défense, au centre d'une querelle de normes qui oppose modernisation militaire et désarmement. Les élus de Bündnis 90/Die Grünen reconnaissent aujourd'hui la nécessité d'acquiescer, dans l'idéal en coopération, de nouveaux armements. De plus, à rebours du discours passé qui mettait l'accent sur la conversion civile du secteur de l'armement, ils conviennent d'un besoin de disposer d'une industrie de défense européenne⁴⁵. Dans cette optique, ils revendiquent un positionnement dénué de dogmatisme sur l'attribution de ressources budgétaires⁴⁶, une ouverture d'esprit pour discuter exportations d'armement⁴⁷ ainsi qu'un soutien aux procédures de mise en concurrence européenne dans les marchés publics de défense, qui seraient à même de remettre en cause les oligopoles nationaux présentés comme préjudiciables à la performance des forces armées⁴⁸.

Mais, cette posture coexiste avec une opiniâtreté à rejeter un mode de financement des programmes d'armement tel que le Fonds européen de défense (FED). Le groupe écologiste au Parlement européen, alors emmené par Reinhard Bütikofer, a manifesté, dans la phase

⁴⁵ Entretiens du 31 janvier et du 2 février 2020.

⁴⁶ Entretien du 2 février 2020.

⁴⁷ Entretiens du 6 décembre 2019 et du 31 janvier 2020.

⁴⁸ Deutscher Bundestag, *Stenographischer Bericht*, 143. Sitzung, Plenarprotokoll 19/143, 30 janvier 2020, pp. 17936-17937.

d'élaboration du programme, son refus de voir se développer un volet industriel de défense dans les politiques européennes, présenté comme un « cadeau fait aux industriels » au détriment de l'efficacité de la PSDC⁴⁹. Aujourd'hui, le groupe, via Michael Bloss, rapporteur fictif du dossier, se mobilise pour assurer une place au Parlement européen dans la prise de décision et provoquer un débat éthique⁵⁰. En comparaison, les positions du groupe parlementaire au Bundestag semblent avoir été plus conciliantes : si les critiques du FED s'étaient, dans un premier temps, orientées sur la hantise d'un détournement des budgets civils au profit du militaire⁵¹, elles se sont, par la suite, limitées à une demande d'exclusion explicite des systèmes d'armes autonomes létales⁵². La prise en compte de ce point permet désormais de marquer un relatif satisfecit⁵³. Mais, à une échelle plus large, évoquer le FED avec des militants verts suffit à faire surgir un argument économique classique des partisans du désarmement : l'argent ainsi dépensé le serait plus utilement dans d'autres secteurs tels que la lutte contre le réchauffement climatique, l'aide au développement ou la prévention civile des crises⁵⁴. Ce type de raisonnement, mobilisé, par exemple, par Michael Bloss lors de la procédure d'élection des candidats verts aux européennes et dans sa campagne électorale⁵⁵, semble payer tant auprès des militants que d'une frange de l'électorat.

La question du développement militaire européen, auquel la formation écologiste accorde dans la doxa une importance centrale, constitue un autre paradoxe. Un compromis pour soutenir le volet militaire de la PSDC dans sa configuration actuelle se dégage. Dans son programme en vue des élections européennes de mai 2019, Bündnis 90/Die Grünen appelait ainsi à renforcer la coopération entre les forces armées européennes. La PSDC y est vue comme un moyen pour les Européens d'assurer leur sécurité. Plus encore, un renforcement de la coopération européenne fait figure d'opportunité à saisir pour réaliser deux autres objectifs du parti : la baisse des dépenses militaires des États et le désarmement en Europe. Le message se brouille en revanche réellement dès que la thématique de l'intégration entre en jeu. Dans les textes et prises de parole dans les enceintes parlementaires, le principe de la méthode est officiellement soutenu. La mutualisation et le partage de capacités, via des expé-

⁴⁹ Die Grünen / EFA im Europäischen Parlament, « Programm zur Förderung der Europäischen Rüstungsindustrie. Geschenke für die Rüstungsindustrie », communiqué de presse, 21 février 2018.

⁵⁰ Alexandra Brzozowski, « Faced with defence budget threats, EU eyes new money sources », *Euractiv*, 12 novembre 2019 ; Parlement européen, « Setting the preconditions for parliamentary scrutiny of actions co-funded by the European Defence Fund, in particular the European Defence Industrial Development Programme (EDIDP) », Question for written answer E-000948/2020/rev.1 to the Commission, Rule 138, Michael Bloss (Verts/ALE), 18 février 2020.

⁵¹ Doris Wagner, « EU-Verteidigungsfonds: Keine zivilen Gelder für die Rüstungsindustrie », communiqué de presse, 7 juin 2017.

⁵² Deutscher Bundestag, *Keine Förderung Letaler Autonomer Waffensysteme durch den Europäischen Verteidigungsfonds (Antrag)*, Drucksache 19/5895, 20 novembre 2018.

⁵³ Deutscher Bundestag, *Für einen VN-Verbotsvertrag – Völkerrechtliche Ächtung autonomer Waffensysteme unterstützen (Antrag)*, Drucksache 19/10637, 5 juin 2019, p. 2.

⁵⁴ Entretien du 10 février 2020.

⁵⁵ On pouvait lire jusque récemment sur son site Internet personnel (<https://www.michaelbloss.eu/friedlich> consulté le 17 janvier 2020) : « *ich will [dieses Privileg] nutzen, um dem Aufrüsten, den militärischen Machtspielen und Aggressoren dieser Welt ein lautes Nein und konkrete Alternativen entgegenzusetzen. [...] Im Europäischen Parlament werde ich mich dafür einsetzen, dass keine europäischen Gelder in Rüstungsforschung oder Militär gesteckt werden und die Mittel für die zivile Krisenprävention verdoppelt werden* » (notre traduction : « je veux me servir de [ce privilège] pour opposer au réarmement, aux jeux de puissance militaires et aux agresseurs de ce monde un non franc et des alternatives concrètes. [...] Je m'engagerai au Parlement européen pour qu'aucun financement européen ne soit investi dans la recherche militaire ou dans l'armée et que les moyens destinés à la prévention civile des crises soient doublés »).

riences comme le Corps germano-néerlandais ou la Coopération structurée permanente, sont explicitement salués et encouragés. Les dernières réformes institutionnelles sont acceptées, à supposer que l'exigence de contrôle des activités par le Parlement européen soit prise en compte et que, comme évoqué précédemment, l'équilibre civilo-militaire de la PSDC soit préservé. L'objectif politique d'une autonomie stratégique européenne est même devenu un leitmotiv du discours de la direction actuelle du parti, en particulier de la coprésidente Annalena Baerbock.

Pourtant, la ligne programmatique continue d'osciller entre coopération intergouvernementale et intégration, suggérant finalement l'ampleur du phénomène de séduction-répulsion que suscite l'idée d'une défense européenne commune auprès des militants.⁵⁶ Elle évite ainsi la moindre allusion au terme « armée européenne », qui suffit à enflammer toute discussion interne, à l'image de la querelle de 2015 entre les députés au Bundestag, Tobias Lindner et Cem Özdemir⁵⁷, et les députés au Parlement européen, Reinhard Bütikofer et Frithjof Schmidt⁵⁸. Le rapport intermédiaire rédigé dans le cadre de l'élaboration du prochain programme fondamental constitue, à cet égard, un nouvel exemple de la difficulté interne à trancher le débat. Se mêlent là, sans intelligibilité, vision fédéraliste, souci de pragmatisme et peur de contribuer à une militarisation du projet de paix européen, de surcroît potentiellement mal contrôlé par les instances démocratiques élues.⁵⁹

Le rapport à l'Alliance atlantique n'échappe pas non plus à ce constat d'ambiguïté. Bündnis 90/Die Grünen s'est aligné sur la conception dominante allemande, selon laquelle l'organisation transatlantique constitue le socle de la politique de défense nationale. Le message s'en trouve néanmoins atténué par le traitement qui lui est réservé : dans les programmes, l'OTAN intervient systématiquement en dernière position et dans des formules ramassées. Ce choix tend à accréditer l'impression d'un embarras à s'exprimer sur le sujet. Le malaise apparaît plus distinct dès lors qu'il s'agit de se positionner sur les évolutions de la posture militaire de l'Alliance depuis les sommets de Newport (2014) et de Varsovie (2016). La motion déposée par le groupe parlementaire du Bundestag à l'occasion des 70 ans de l'organisation transatlantique illustre cette réalité. Le texte erre entre soutien à quelques aspects, nommés peu rigoureusement, du plan d'action « réactivité », volonté d'affirmation de la voix allemande dans l'enceinte et reproche à la Russie, comme aux Alliés, de contribuer à la déstabilisation de la sécurité régionale. La motion s'achève sur la revendication d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique et eurasiennne. Elle prend également soin d'éviter la référence au concept de dissuasion, qui sous-tend pourtant la démarche otanienne actuelle.⁶⁰ Sa défense, assurée en session plénière par Jürgen Trittin⁶¹, fait néanmoins vaciller le fragile équilibre en écartant dans le discours toute mention des mesures d'assurance et d'adaptation : la défense collective devient un moyen d'empêcher, chez les

⁵⁶ Bündnis 90/Die Grünen, *Europas Versprechen erneuern. Europawahlprogramm 2019*, novembre 2018, p. 141 ; Deutscher Bundestag, *Impulse für eine gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union (Antrag)*, Drucksache 19/10185, 15 mai 2019 ; entretiens du 10 février, 11 février et 6 mars 2020.

⁵⁷ Tobias Lindner, Cem Özdemir, « Zum Frieden vereint – Ein Plädoyer für mehr Europa in der Außen- und Sicherheitspolitik », mars 2015.

⁵⁸ Frithjof Schmidt, Reinhard Bütikofer, « Die Legende von der Europäischen Armee », avril 2015.

⁵⁹ Bündnis 90/Die Grünen, *Veränderung im Zuversicht. Zwischenbericht zum Grundsatzprogramm für den Konvent am 29./30. März 2019*, mars 2019, pp. 34-35.

⁶⁰ Deutscher Bundestag, *70 Jahre NATO (Antrag)*, Drucksache 19/8879, 3 avril 2019.

⁶¹ Président du groupe parlementaire écologiste de 2009 à 2013.

membres de l'Alliance, toute tentation de faire cavalier seul sur le plan militaire.⁶² Mais cet ultime exemple témoigne, une nouvelle fois, autant de la faculté à rassembler, bon an mal an, sous une même bannière des groupes aux positions contrastées que d'une expression tribunicienne et donc, somme toute, contenue des postures radicales ; ce qui amène naturellement à s'interroger sur les raisons motivant un tel jeu partisan.

Plus généralement, en pointant les éléments saillants de la vision actuelle des enjeux de sécurité et de défense chez Bündnis 90/Die Grünen, il se fait jour un souci de continuer de se conformer à un idéal pacifiste, mais aussi une porosité avec les normes dominantes en vigueur en Allemagne. Autrement dit, nous assistons aujourd'hui à la confluence des fondamentaux pacifistes et de l'adhésion progressive aux constantes de la politique étrangère et de défense allemande, qui fait glisser ce parti de valeurs et de concepts vers une ligne pondérée, aux contours parfois flous, faute de réelle homogénéisation de la pensée. Mais, constater une telle évolution est insuffisant, encore faut-il comprendre comment elle est rendue possible.

3. Les ressorts de la pondération

Capter les conditions de pondération de la ligne de Bündnis 90/Die Grünen et ainsi sortir d'une lecture naturalisée du phénomène supposent de s'intéresser à deux aspects consubstantiels d'un parti : son fonctionnement interne et son interaction avec le reste du tissu politique allemand. À ce titre, nous nous attacherons plus particulièrement au projet porté par l'actuel bureau fédéral (*Bundesvorstand*) d'inscrire Bündnis 90/Die Grünen au centre de l'échiquier national, projet qui accentue le besoin de neutralisation des querelles de courant et des postures radicales.

3.1. Incarner un nouveau centre politique

La pondération enregistrée sur les questions de défense prend tout son sens une fois mise en relation avec la stratégie générale de la formation et sa manière de se présenter. Depuis plus d'une décennie, Bündnis 90/Die Grünen se trouve, en effet, en phase d'adaptation pour croître et passer d'un petit parti à un parti de taille moyenne et charnière. Il cherche ainsi à établir un rapport de force plus favorable vis-à-vis des partis dits de rassemblement populaire (SPD et Union) et à surclasser des partis dé-

Robert Habeck, né le 2 septembre 1969

Formation : philosophie, philologie allemande et linguistique

Profession : romancier et essayiste

Parcours politique : adhésion à Bündnis 90/Die Grünen en 2002, chef du groupe parlementaire vert au Landtag du Schleswig-Holstein (2009-2012), ministre du tournant énergétique, de l'agriculture et de l'environnement du Schleswig-Holstein (2012-2018), coprésident du parti (depuis 2018).

Annalena Baerbock, née le 15 décembre 1980

Formation : sciences politiques et droit

Parcours professionnel : collaboratrice de députée européenne (2005-2008), chargée de mission politique étrangère et de sécurité du groupe parlementaire vert au Bundestag (2008-2009).

Parcours politique : adhésion à Bündnis 90/Die Grünen (2005), membre du bureau de la fédération du Brandebourg (depuis 2008), membre du Bundestag (depuis 2009), coprésidente du parti (depuis 2018).

⁶² Deutscher Bundestag, *Stenographischer Bericht*. 92. Sitzung, Plenarprotokoll 19/92, 4 avril 2019, pp. 10919-10920.

pendant des intérêts spécifiques comme le FDP (radicalisme de marché), Die Linke (maximisation de la justice sociale) ou Alternative für Deutschland (AfD, national-populisme). Une telle ambition, déjà palpable par le passé dans l'action de certaines figures du groupe parlementaire et du bureau fédéral (*Bundesvorstand*)⁶³, s'est renforcée avec l'élection du tandem dirigeant Annalena Baerbock-Robert Habeck en janvier 2018 et leur réélection en novembre 2019 pour deux années supplémentaires. Ces représentants du courant réaliste cherchent à accélérer la modification de l'image et de l'identité de Bündnis 90/Die Grünen. Tant dans leurs discours que dans leurs postures, ils marquent leur double prétention à ne pas être assimilés au milieu protestataire et à proposer une alternative autant audacieuse que crédible et rassembleuse.

Ils récusent ainsi l'idée que la contestation serait le principal moteur de construction de la ligne politique du parti. Ce refus prend la forme d'un rejet du qualificatif « parti anti » (« *Dagegen-Partei* »). Il se manifeste également par la participation active et assumée à des lieux honnis de la scène contestataire. Annalena Baerbock est ainsi intervenue en février 2020 comme une des têtes d'affiche allemande sur une table-ronde organisée par le BDI, l'une des principales représentations patronales allemandes, dans le cadre de la Conférence de sécurité de Munich⁶⁴. Au contraire, il s'agit pour l'exécutif bicéphale d'afficher leur disposition à dialoguer et à assumer des responsabilités dans la gestion étatique, en se disant parti de réalisation (« *Gestaltungspartei* »)⁶⁵ et parti d'alliance (« *Bündnispartei* »).

Mais, Annalena Baerbock et Robert Habeck ne s'arrêtent pas là, ils soutiennent une évolution du positionnement du parti sur l'échiquier politique en ne l'envisageant plus à gauche. Les actuels coprésidents tentent de développer un projet centriste. Ce dernier s'affine progressivement. Initialement pensé dans l'optique d'incarner la principale force du centre-gauche allemand, il délaisse désormais la rhétorique socialisante et s'affranchit de toute référence au clivage traditionnel gauche/droite, le rendant ainsi caduc.⁶⁶ L'idée du centre que met en place la direction repose sur le pari d'un ailleurs idéologique, au service d'une transformation de l'Allemagne vers une économie de marché éco-sociale (« *sozial-ökologische Marktwirtschaft* »)⁶⁷. Rhétorique transformative rime ici avec liberté et dignité humaines, libéralisme économique maîtrisé, sécurité, essentiellement comprise comme précaution, et rassemblement de la société⁶⁸. De plus, bien que Robert Habeck et Annalena Baerbock aient envisagé le nouveau programme fondamental comme un manifeste qui ferait imploser la traditionnelle forme programmatique verbeuse⁶⁹, ils ne s'identifient pas à un groupe d'avant-garde. Rénovation du parti est, à l'inverse, articulée avec majorité, principe de réalité et pragma-

⁶³ Ex.: Renate Künast (co-présidente du groupe parlementaire de 2005 à 2013), Cem Özdemir (co-président de 2008 à 2018) ou Katrin Göring-Eckhardt (co-présidente du groupe parlementaire depuis 2013 et ancienne co-tête de liste aux élections fédérales de 2013).

⁶⁴ Les principaux mouvements de la scène pacifiste allemande affichent leur soutien à la contre-conférence, le Congrès anti-guerre (« *Antikriegs-Kongress* »).

⁶⁵ Bündnis 90/Die Grünen, *Neue Zeiten. Neue Antworten, Beschluss des Bundesvorstands*, 6 avril 2018.

⁶⁶ Mike Schier, Georg Anastasiadis, « „Die Mitte sind wir!“ – Grünen-Chef Robert Habeck im Interview über seine Partei », *merkur.de*, 16 juin 2019 ; Ansgar Graw, « Grüne Neuvermessung der Mitte », *Die Welt*, 24 février 2020.

⁶⁷ Bündnis 90/Die Grünen, *Für Wirtschaft, die sich neu erfindet – Hamburg zeigt den Weg, Beschluss des Bundesvorstands*, Berlin, 6 janvier 2020 ; Petra Pinzler, Bernd Ulrich, « Im vollen Lauf erwischt », *Die Zeit*, 23 avril 2020.

⁶⁸ Conférence de presse de présentation du projet de programme fondamental, 26 juin 2020.

⁶⁹ Entretien du 6 mars 2020.

tisme. Au fond, c'est là une manière de faire la synthèse entre les concepts de « *alte Mitte* » et « *neue Mitte* » portés par le passé respectivement par le camp démocrate-chrétien et le parti social-démocrate⁷⁰ et de signaler une faculté d'accommodement. Laquelle faculté avait, d'ailleurs, déjà pu être constatée dans les discussions exploratoires pour constituer un gouvernement fédéral avec les conservateurs et les libéraux à l'automne 2017, à l'instar du sujet de l'armement des drones qui ne figurait pas explicitement dans les lignes rouges des négociateurs écologistes⁷¹.

Jouer aujourd'hui la carte du centrisme permet de s'approprier la modification des termes de la compétition partisane nationale⁷² et de devenir la bannière unificatrice d'un espace politique polarisé et fragmenté, là où le parti n'était qu'une force d'appoint en 1998 et en 2017. L'actuelle stratégie centriste offre, d'abord, la possibilité à Bündnis 90/Die Grünen de se montrer en garde-fou du système, s'opposant à la montée des extrêmes, notamment de l'AfD. Mais, en se disant du centre, le parti affirme, également, vouloir être au centre et donc vouloir occuper un point de convergence en quasi-vacance. En effet, face à la forte érosion de leur base militante et électorale au profit d'autres formations, les partis de rassemblement populaire se détournent du centre et cherchent à creuser l'opposition entre eux pour se recréer un espace d'identification et de mobilisation. Ce phénomène est manifeste au sein du SPD avec l'élection du tandem Norbert Walter-Borjans/Saskia Eskens à la présidence du parti et la désignation de Rolf Mützenich à la tête du groupe parlementaire, qui signalent la volonté d'opérer un virage à gauche. La situation au sein de la CDU est plus nuancée. Plusieurs candidats à la succession d'Angela Merkel et d'Annegret Kramp-Karrenbauer (en particulier, Armin Laschet et Friedrich Merz) campent sur une rhétorique du centre, tout en repoussant leur ligne sur la droite.

Quelle que soit l'issue de la lutte pour l'étiquette centriste, Bündnis 90/Die Grünen s'autorise par son changement d'identité une stratégie politique flexible afin de ne pas être un parti parmi d'autres dans la compétition multipolaire fédérale et de ne pas s'enfermer dans une politique d'alliance donnée, à l'image de ce qui est déjà entrepris au niveau régional. En se plaçant au centre et en réduisant d'autant la distance idéologique avec les camps conservateur et libéral, il se met en position de maximiser sa participation aux jeux coopératifs, indispensables à la formation d'une coalition gouvernementale en Allemagne, *a fortiori* depuis le passage du bipartisme au multipartisme. Les rapports de force pour 2021 n'étant pas fixés, il s'arme ainsi pour toutes les configurations en sortie des urnes. Il se prépositionne pour devenir « faiseur de roi » de divers scénarios de coalition, à l'instar de ce que pouvait être le FDP sous la République de Bonn, ou même pôle d'articulation d'une coalition. On remarquera que cette stratégie écologiste a bien été intégrée par l'Union puisque Bündnis 90/Die Grünen est considéré comme un rival majeur⁷³ et que tous les prétendants

⁷⁰ Charlotte Chevallier Bellon, *Essai d'interprétation des phénomènes centristes contemporains : analyse comparative : France, Allemagne, Pologne*, thèse de doctorat, Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, 2006.

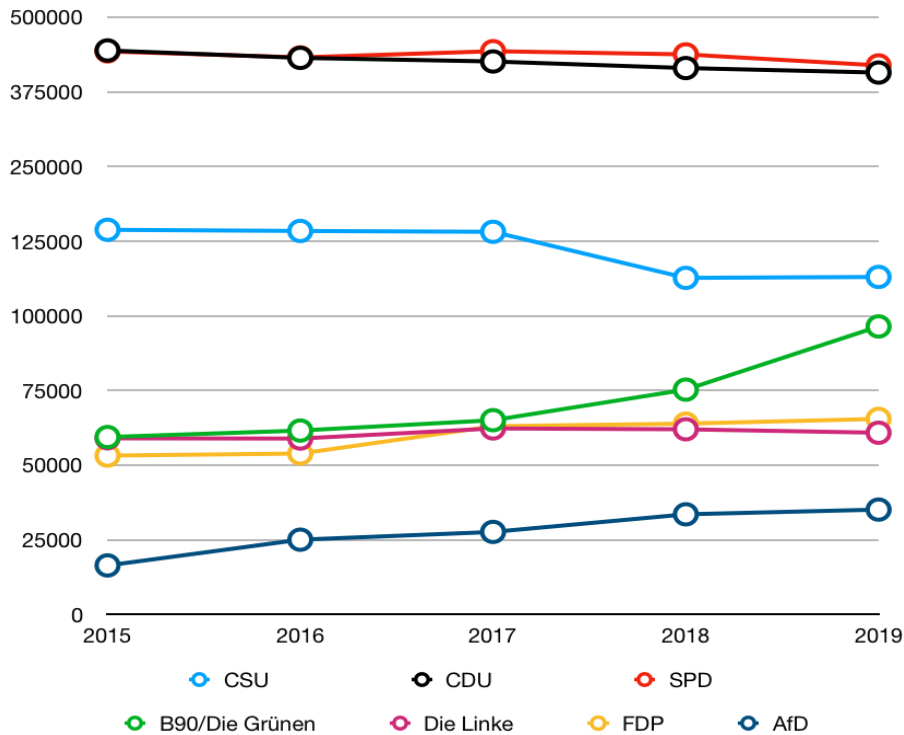
⁷¹ *Ergebnis der Sondierungsgespräche zwischen CDU/CSU, FDP und Bündnis 90/Die Grünen*, 15 novembre 2017, p. 55 ; entretien du 17 février 2020.

⁷² Cf. Bundeszentrale für politische Bildung, *Parteien*, Aus Politik und Zeitgeschichte, n°46–47/2018, 12 novembre 2018 ; Jérôme Vaillant, « L'évolution du système des partis : du tripartisme d'antan au multipartisme d'aujourd'hui », *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 232, n° 2, 2020, pp. 153-176.

⁷³ « Für Armin Laschet sind die Grünen der größte Konkurrent », *FAZ.net*, 29 décembre 2019.

conservateurs déclarés ou supposés à la Chancellerie fédérale considèrent avec bienveillance l'idée d'un gouvernement noir-vert⁷⁴.

Evolution du nombre d'adhérents des partis politiques allemands (2015-2019)



Sources : données presse, Oskar Niedermayer 2019, Bündnis 90/Die Grünen

Ce n'est qu'à l'automne 2021 que l'on pourra affirmer que ce renouvellement de la stratégie du parti a été payant électoralement. Mais, il semble déjà avoir eu un effet décisif sur la base militante qui enregistre depuis 2018 une croissance spectaculaire. Néanmoins, la hausse des adhérents, spectaculaire au regard des dynamiques enregistrées dans la plupart des autres partis allemands (Graphique ci-dessus sur l'évolution des adhérents de 2015 à 2019), est telle qu'elle mérite d'être évoquée. Elle laisse supposer une grande attractivité de la ligne actuellement défendue auprès des nouveaux membres. Mais elle reste muette quant à la capacité effective de la direction à fédérer et à mobiliser l'ensemble d'un parti marqué par l'existence de deux grands courants en son sein et revendiquant la démocratie de base comme principe de fonctionnement⁷⁵. Évoquer cela invite à se pencher sur l'état de la régulation interne.

⁷⁴ *Ibid.* ; « CSU-Chef Söder erwägt schwarz-grüne Koalition », *Spiegel Online*, 26 février 2020 ; « Merz empfiehlt sich als Wegbereiter für Schwarz-Grün », *Tagesspiegel*, 26 juin 2020 ; Norbert Röttgen plaide, quant à lui, pour un gouvernement fédéral avec Bündnis 90-Die Grünen depuis plus d'une décennie. Cf. Christoph Weckenbrock, *Schwarz-Grün für Deutschland? Wie aus politischen Erzfeinden Bündnispartner wurden*, Transcript-Verlag, 2017.

⁷⁵ Bündnis 90/Die Grünen, *Grüne Regeln*, 25 avril 2015, p. 38.

3.2. *Maîtriser les rouages partisans*

La poursuite d'une stratégie au centre exige une maîtrise des rouages partisans. En la matière, la marge de manœuvre de l'exécutif de Bündnis 90/Die Grünen reste étroite. Ce dernier doit exister parallèlement aux groupes parlementaires au Bundestag et au Parlement européen, chacun d'eux définissant sa ligne avant tout en fonction des sensibilités des personnalités qui le compose. Ce fonctionnement, outre qu'il permet de comprendre l'existence de dissonances entre enceintes parlementaires, pose le problème de la coordination entre parlementaires et l'organisation centrale du parti.

De plus, les coprésidents ne peuvent nullement ouvertement remettre en cause les normes établies, sauf à relancer un conflit entre les différentes ailes du parti dont les expériences fratricides passées en font cependant une figure repoussoir en interne et plus encore auprès de l'électorat. Ils doivent ainsi, en premier lieu, composer avec la règle du consensus total. La moindre prise de position d'une instance du parti comme du groupe parlementaire fait, en effet, l'objet d'âpres discussions. Dans une formation où prime la culture de l'écrit, chaque phrase est négociée⁷⁶. La recherche d'une formulation consensuelle est rendue d'autant plus ardue par la bipolarisation persistante du parti. Bien que masquée par une communication externe d'homogénéité partisane et par l'élection de deux réalistes à la direction, l'existence de deux courants, l'un dit réaliste, l'autre dit de gauche, reste déterminante dans le fonctionnement quotidien. Chacun s'assure de sa meilleure représentation possible dans les fonctions dirigeantes du parti et du groupe parlementaire, faisant de la logique d'équilibre des courants un critère clé de répartition des postes⁷⁷ quasiment aussi puissant que le principe formel de parité homme-femme. Cette dualité est retraduite de manière significative dans la version finale des productions écrites où l'on trouve trace d'une cohabitation équilibrée entre des visions différentes et parfois concurrentes, comme nous avons pu le constater précédemment sur les questions de défense. Dans cette logique, tout déséquilibre condamne presque irrémédiablement l'issue d'une initiative.

La présidence du parti doit également tenir compte de sa base militante. Deux principales voies s'offrent à l'adhérent de Bündnis 90/Die Grünen pour exprimer son avis et peser sur les orientations de son parti. Au-delà de son rôle dans l'investiture des candidats aux différents types d'élections, le militant écologiste allemand élit, au niveau de sa section de *Kreis* (équivalent français du canton), un ou plusieurs délégués qui participeront au vote des cadres fédéraux, des programmes et des résolutions en congrès fédéral (*Bundesversammlung* ou *Bundesdelegiertenkonferenz*, BDK). Il peut également contribuer aux travaux plus techniques en se faisant élire dans ces organes de conseil que sont les groupes de travail régionaux (*Landesarbeitsgemeinschaft*, LAG) et fédéraux (*Bundesarbeitsgemeinschaft*, BAG), ou simplement en participant à leurs discussions. À noter que les BAG peuvent proposer des résolutions à la BDK. Sur les affaires de sécurité et de défense, l'essentiel se déroule au sein du *BAG Frieden und Internationales*, qui est composé de deux délégués par Land, d'un délégué du mouvement jeune (*Grüne Jugend*) et de délégués des groupes parlementaires fédéral, européen et régionaux. Aboutissement de l'arrivée dans le parti de nouveaux

⁷⁶ Entretiens des 11 et 17 février 2020.

⁷⁷ Niko Switek, *Bündnis 90/Die Grünen. Koalitionsentscheidungen in den Ländern*, Nomos Verlag, 2015, pp. 175-178.

membres moins attentifs à l'idéologie pacifiste et plus intéressés par les problématiques d'écologie et d'Europe⁷⁸, le niveau d'activités du *BAG Frieden und Internationales* a décliné. La tonalité des échanges a aussi évolué pour s'apaiser progressivement. Mais le groupe, aujourd'hui principalement investi par des personnes proches du courant de gauche, s'envisage comme un pôle alternatif au groupe parlementaire, dont le travail et plus encore la capacité de certains de ses membres à faire des compromis sur les conditions d'engagement de la force armée ou l'acquisition de capacités militaires sont perçus de manière critique⁷⁹.

Dans le cadre de la refonte du programme fondamental et de la préparation des prochaines échéances électorales, tout l'enjeu pour Robert Habeck et Annalena Baerbock est donc de ne pas faire du contexte bipolaire et militant un obstacle à la transformation centriste. Dans le jeu interne, ils tentent de s'imposer en maîtres d'œuvre. Cela s'illustre, entre autres, sur les dossiers touchant à la politique étrangère et de sécurité. Annalena Baerbock, qui en assure le suivi selon la distribution des tâches entre coprésidents, mise sur une méthode inclusive en prenant soin de consulter largement avant chaque prise de parole.⁸⁰ Ce choix lui permet de limiter son exposition à des critiques internes. Dans un même temps, il contribue à acquérir une légitimité dans les affaires d'État et à asseoir son autorité, en particulier face au puissant groupe parlementaire du Bundestag qui s'était arrogé l'initiative dans le domaine. Le double positionnement d'Annalena Baerbock, à la fois coprésidente et députée, facilite certainement un partage plus équilibré des rôles entre enceinte parlementaire nationale et instances du parti.

La coprésidence, forte de sa popularité et épaulée par l'ensemble du bureau fédéral⁸¹, ne s'interdit pas non plus de tenter d'avancer à son rythme en tenant à distance aussi longtemps que possible les points les plus « tensiogènes » et les postures idéologiques susceptibles de restreindre la recherche de partenaires de coalition. Un débat des questions de politique de sécurité est ainsi contourné, à tout le moins repoussé. Le déroulement de la BDK de novembre 2019 exprime cette réalité : les tractations en amont et lors du congrès ont conduit à la marginalisation des trois résolutions portées par le *BAG Frieden und Internationales*⁸², qui ont été, dans un premier temps, intégrées au point Divers de l'ordre du jour, puis partiellement écartées de la discussion. L'élaboration du programme fondamental est également temporairement soustraite à la confrontation directe des visions. Si un groupe de travail dédié, associant députés, anciens élus et simples militants, a bien été constitué, les résultats de ses réflexions n'ont pas servi de base à la rédaction de l'avant-projet (rapport intermédiaire, « *Zwischenbericht* ») et du projet présenté le 26 juin 2020. Le bureau fédéral s'est, au contraire, appuyé, pour l'écriture, sur une équipe resserrée de permanents salariés du parti.⁸³ Outre le fait que cette méthode renforce la professionnalisation de Bündnis 90/Die Grünen et l'affaiblissement positionnel du *BAG Frieden und Internationales*, elle illustre une évolution de la manière d'appréhender les clivages internes. Ceux-ci sont mis

⁷⁸ Entretiens des 31 janvier, 2 février et 11 février 2020.

⁷⁹ Entretiens des 5 et 11 février 2020.

⁸⁰ Entretien du 6 mars 2020.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Beschluss « Für die Bewahrung des Iran-Nuklearabkommens », Beschluss "Nukleare Abrüstung – JETZT", Beschluss « Unsere grüne Friedens- und Außenpolitik ».

⁸³ Entretiens du 5 février et du 6 mars 2020.

entre parenthèse ou réinterprétés en fonction de leur conformité avec les objectifs de succès électoral et de conquête d'une position gouvernementale, mais nullement dépassés de manière consciente et résolue. Il appartiendra donc, dans les mois à venir, à Robert Habeck et Annalena Baerbock de déployer des efforts de pédagogie pour rendre leur idée du compromis durablement admissible auprès des militants ainsi que des élus ou futurs candidats au Bundestag. C'est bien à cette condition qu'ils pourront circonscrire tout afflux d'amendements à leur stratégie⁸⁴, puis s'assurer d'une large mise en œuvre de leur ligne par les parlementaires et ainsi conjurer le spectre d'une nouvelle dislocation interne.

Conclusion

En conclusion, il convient de retenir que la vision de la politique de sécurité et de défense de Bündnis 90/Die Grünen s'est profondément transformée. Au-delà du retrait de la scène contestataire et de la dévalorisation des enjeux de sécurité et de défense de la hiérarchie des préoccupations, un mot-clé se dégage : pondération. La notion permet de rendre compte à la fois d'un esprit de modération et de la recherche d'un équilibre entre différentes conceptions divergentes, même si les écarts internes se sont réduits. En cela, le traitement des enjeux de sécurité et de défense devient un miroir suggestif des mutations politiques et sociologiques qu'a connu et connaît le parti sous la pression d'une première expérience de gouvernement (1998-2005), des objectifs électoraux et de l'affermissement d'une vocation gouvernementale avec Robert Habeck et Annalena Baerbock. Il reflète également une « machinerie » intrapartisanne marquée par la persistance d'une logique des courants et la complexité des interactions du triangle bureau fédéral – parlementaires – base militante.

De fait, la ligne actuelle semble en tension entre deux polarités : d'une part, l'entretien d'une originalité, qui se manifeste dans l'attachement au paradigme de la sécurité humaine, et, d'autre part, la quête d'une identité plus inclusive, où l'idéologie pacifiste cède progressivement le pas à une compréhension essentiellement gestionnaire des affaires militaires. Pour autant, de nombreuses questions, comme le rapport à l'UE ou à l'OTAN, restent en suspens. Si leur non-règlement ne devrait pas peser dans l'intégration de l'espace de gouvernement, il pourrait se révéler problématique dans l'exercice du pouvoir et mettre à mal la volonté de préserver la cohésion du parti.

Dès lors et sous réserve que Bündnis 90/Die Grünen se qualifie pour participer à une prochaine coalition fédérale, deux axes complémentaires d'analyse pourront être poursuivis : les relations parti – appareil gouvernemental ainsi que les interactions du parti avec ses partenaires de coalition. À l'inverse, en cas d'échec électoral, on pourra se demander dans quelle mesure les inflexions en cours seront institutionnalisées ou, au contraire, défaites.

⁸⁴ NB : lors des BDK, les militants ont aussi la possibilité de déposer une résolution alternative (« *Globalalternative* ») qui pourrait remplacer tout ou partie des textes proposés par le bureau fédéral.

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS
ISSN : 1966-5156
ISBN : 978-2-490100-28-6
EAN : 9782490100286